

UN TOURNANT DECISIF

La République Démocratique du Congo au risque de son avenir

Par

Kä Mana

Pour notre pays, la République Démocratique du Congo, l'année 2006 sera une année décisive.

Elle l'est d'abord parce qu'il s'agit d'une année d'élections où nous nous donnerons les dirigeants que nous jugeons capables de gouverner la nation. Des dirigeants en mesure de nous placer sur le chemin de sortie définitive de crise, pour la construction d'un développement à la hauteur de nos possibilités.

2006 est une année décisive ensuite, parce que, à travers le choix des hommes et des partis qui conduiront la politique de la nation, nous sommes appelés à nous donner à nous-mêmes, habitants de la RDC, l'idée de ce que nous voulons être, la vision de notre place en Afrique et l'ambition que nous devons bâtir pour notre avenir.

Devant ces enjeux, il est important que nous ayons clairement à l'esprit les devoirs qui sont les nôtres pour que nous ne nous trompions ni d'hommes qui devront nous gouverner ni d'orientations fondamentales pour notre avenir.

La première expérience qui doit nous éclairer.

A deux reprises, quand notre pays s'est trouvé dans la situation historique et délicate de choisir son avenir et de se donner des dirigeants pour son destin, tout a vite déraillé et nous nous sommes trouvés devant des résultats que nous n'avions ni voulus ni espérés.

Le premier moment important de notre rendez-vous avec nous-mêmes fut celui de l'accession de notre pays à son indépendance. Souvenons-nous de l'année 1960 et de la situation électorale qui nous fut offerte. L'espace démocratique était ouvert ; le jeu électoral, relativement transparent. Nous avons choisi de confier les rênes du pays à deux personnalités aux antipodes l'une de l'autre, avec deux orientations politiques mortellement opposées. Patrice Eméry Lumumba était un nationaliste fongueux et impulsif qui croyait en sa propre étoile et en l'étoile glorieuse de son peuple dans le destin du monde. Il voulait pour le Congo une indépendance réelle et des possibilités véritables d'une prise en charge du pays par ses forces créatives, sans aucune sorte de complexe par rapport à la puissance colonisatrice, la Belgique. En face de la fougue nationaliste de Lumumba grondait la froideur énigmatique et roublarde de Joseph Kasa-Vubu, premier Président de la République. Un homme pétri de fond en comble par les laves d'un messianisme tribal destiné à asseoir sur le pays l'hégémonie d'un groupe ethnique conscient de son pouvoir majoritaire dans la capitale, Kinshasa. En confiant la nation à ces deux personnalités antagonistes et à des philosophies politiques aussi contrastées, nous avons placé au cœur de notre indépendance deux visions de nous-mêmes dont les contradictions, attisées par les forces néocoloniales, ne pouvaient que nous conduire à

l'implosion. Entre le nationalisme flamboyant de Lumumba et le messianisme tribal de Kasa-Vubu, les forces qui cherchaient à mettre sur pied une indépendance de pacotille n'eurent aucun mal à neutraliser les dynamiques d'une autonomie responsable et inventive. Lumumba fut sacrifié sur l'autel des intérêts vitaux de l'Occident. Kasa-Vubu fut neutralisé avant d'être mis hors du jeu politique par coup d'Etat. Le naufrage du Congo commença dans des tentatives des sécessions, celle de Moïse Tshombé au Katanga et celle d'Albert Kalonji au Sud-Kasaï, deux marionnettes mises sur la scène publique pour plonger le pays dans le chaos, afin que s'impose l'homme qui allait devenir pour notre pays la pire de calamités : Joseph Désiré Mobutu. Cet homme installa non seulement un processus de destruction complète des énergies politiques créatives de notre pays, mais surtout le règne du désordre néocolonial au service de ses ambitions personnelles délirantes et de la cruelle volonté de puissance de ses maîtres.

En fait, le Congo voulait l'indépendance, mais c'est Mobutu qui vint, agent véreux et impitoyable d'un ordre international aussi véreux et impitoyable que son agent local. C'est ainsi que nous avons perdu et notre indépendance et notre liberté et notre dignité et notre capacité d'initiative et notre sens de l'humain.

La deuxième expérience qui doit nous éclairer

Le deuxième moment décisif de la destinée de notre nation fut celui où les forces internes de lutte pour la liberté ébranlèrent le despotisme mobutiste. Lorsqu'il sentit le sol se dérober sous ses pieds, le système mobutiste aux abois fit semblant de jouer le jeu de la conférence Nationale et usa de la ruse, de la manipulation, de l'achat des consciences et de la violence pour entrer dans le débat entre unitarisme et fédéralisme au Congo. Il se présenta même comme une possibilité d'avenir si un compromis était trouvé entre lui et les forces vives de la Conférence Nationale. Le pays fut engagé dans un jeu du compromis politique global qui accoucha d'innombrables conflits, d'interminables batailles de positionnements de personnes pour le pouvoir ainsi que d'un système de violence, d'insécurité et de désespérance. Incapable de se doter d'un gouvernement stable et plongé dans les incohérences d'une classe politique sans vision, la nation sombra dans une profonde léthargie. Elle s'effrita de misère et de désespoir avant de devenir la proie des forces de prédation venues du Rwanda et de l'Ouganda.

De même que le conflit entre Lumumba et Kasa-Vubu fut attiré par les forces de néocolonisation qui imposèrent à la nation leur homme-catastrophe, le Général Mobutu, les mêmes forces se sont servies du conflit Mobutu-Tshisekedi pour faire monter à l'avant-scène un autre personnage : Laurent Désiré Kabila. Avec le fallacieux prétexte de la restructuration de la géopolitique mondiale sous la houlette d'une globalisation pilotée par les Etats-Unis, on a voulu imposer à l'Afrique un ordre de renaissance avec de nouveaux leaders comme Afeworki (Erythrée), Zenawi (Ethiopie), Museveni (Ouganda) et Kagame (Rwanda). L'idéologie des forces néocoloniales plaça Laurent Désiré Kabila dans cette mouvance de la renaissance africaine. C'est ainsi que la cohorte Ougando-rwandaise débarqua chez nous avec le cadeau empoisonné de l'AFDL. Une nouvelle dictature s'implanta, qui ne voulut même pas tendre la main aux énergies politiques internes. Miné par ses dimensions et ses propres contradictions, l'ordre de la nouvelle dictature conduisit le pays au désordre et à la partition de notre nation entre des chefs de guerre et leurs milices meurtrières. La "renaissance" promise n'arriva jamais prendre corps. Celui qui l'incarnait en tant que Chef de l'Etat fut assassiné. En fait, il implosa sous des tensions intérieures qu'il n'arrivait pas à résoudre ou à articuler de manière féconde. De quelles tensions s'agit-il ? J'en vois cinq, principalement :

- Produit d'un système où l'ordre néocolonial avait lâché la dictature mobutiste au profit d'une reconfiguration géostratégique autour du Rwanda, Laurent Désiré Kabila chercha à s'inscrire dans la ligne lumumbiste pour l'unité et l'indépendance. Il fut vite perçu comme un traître par ceux-là même qui l'avaient installé au pouvoir dans la violence. Les mêmes armes, ses maîtres les retournèrent contre lui et contre notre pays.
- Né comme révolutionnaire dans le nationalisme lumumbiste, Laurent Désiré Kabila chercha à asseoir son pouvoir sur un tribalisme primaire, celui des Katangais comme nouveaux maîtres du pays. Il apparut comme un traître à la cause de l'unité nationale et perdit sa crédibilité aux yeux de beaucoup de nos compatriotes qui cessèrent de croire en sa révolution tribalo-katangaïse.
- Mû par l'ambition d'être un guide que toutes les forces politiques de la nation devaient entourer pour un grand projet de reconstruction nationale et de redressement du pays, Laurent Désiré Kabila s'enferma dans la logique partisane de l'AFDL puis s'engagea dans l'aventure des CPP qui déchira le tissu politique national.
- Engagé dans un champ d'action où il fallait à tout moment compter avec les rapports de forces mondiaux pour pouvoir imaginer une politique économique capable de donner confiance aux investisseurs, le président Kabila géra les affaires comme si on était encore dans l'économie internationale de la guerre froide. Il fut ainsi perçu comme un dinosaure d'un communiste obsolète et un dangereux idéologue incapable de comprendre les réalités mondiales d'aujourd'hui.
- Alors qu'il avait pour devoir d'amener la paix et la prospérité au pays, il plongea lui-même dans la logique d'emprisonnement, d'assassinat et de terrorisation ; en même temps, il désespéra le peuple avec une politique financière catastrophique de limitation d'accès aux devises.

Avec toutes ces contradictions, L-D. Kabila suscita une opposition profonde à sa politique, divisant ainsi le pays contre lui-même. Il n'en fallut pas plus pour que notre nation devienne ce qu'il est maintenant : le cimetière de nos espérances.

Un tournant décisif

Aujourd'hui, nous sommes à un tournant décisif de notre histoire et il est urgent de penser notre avenir en fonction de l'échec de notre projet d'indépendance comme du fiasco du projet de société issu de la conférence nationale.

Pourquoi ces projets se sont-ils effondrés avant même de prendre leur envol ? Parce que, depuis 1960, nous sommes un peuple divisé contre lui-même, éclaté dans la vision de son indépendance, émietté dans des intérêts partisans et pulvérisé dans des ambitions minuscules des leaders qui n'ont pas vu la destinée du pays au-delà de leurs personnes, de leurs clans, de leurs partis ou de leurs tribus. Cet éclatement de notre espace politique a servi de terreau aux forces d'anéantissement de notre indépendance. Depuis 1960, ces forces n'ont jamais cessé de

paver l'enfer qu'elles nous infligent des lumières de leurs bonnes intentions. Les Nations Unies sont intervenues chez nous au lendemain de nos indépendances pour juguler une crise que la logique de l'ordre néocolonial avait déclenchée et qu'elle ne cessait d'attirer avec leurs marionnettes locales. Tout le règne horrible et monstrueux de Mobutu Sese Seko a bénéficié du soutien politique et de l'appui économique des pays occidentaux qui juraient par tous les dieux qu'ils nous voulaient du bien. La Banque Mondiale et la FMI nous ont gratifié d'une multitude d'initiatives et de plans pour sauver notre nation du naufrage, sans jamais imaginer que le régime corrompu et sanguinaire qui nous gouvernait et qu'ils soutenaient constituait la source et la racine du mal zaïrois. Nos parrains belges, héritiers d'un système colonial, ont toujours donné l'impression de faire du Congo leur priorité. Aux petits soins avec Mobutu, ils n'ont pourtant jamais réussi à infléchir son pouvoir dans le sens de la construction du progrès politique, économique, social, culturel et spirituel. Quand ils s'avisèrent de vouloir remettre en question son pouvoir, le monstre était déjà devenu trop indépendant et trop lié aux intérêts néocoloniaux pour être dompté par la petite Belgique. Il était devenu, essentiellement, le monstre des Américains, tenant entre ses griffes l'un des pays les plus riches et les plus stratégiquement utiles.

Politiquement parlant, nous abordons l'année 2006 avec les mêmes blocages, les mêmes pesanteurs et les mêmes données du problème qu'en 1960 et en 1990 : même tissu d'ambitions éclatées, mêmes divisions entre forces nationalistes et énergies centrifuges, même présence de parrains et alliés de l'ordre mondial qui "nous veulent du bien", qui savent mieux que nous ce qu'il nous faut et qui pouponnent nos dirigeants comme on pouponne des bébés tout gentils dont on doit assurer l'avenir.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il y a fort à craindre qu'aucune indépendance réelle, qu'aucune libération véritable, qu'aucune espérance fructueuse ne naissent du processus actuel de sortie de notre lamentable transition politique.

Pour que notre destin prenne une autre direction, il est nécessaire de rompre résolument avec la malédiction politique qui a accouché de Mobutu alors que nous attendions notre indépendance, et de Kabila alors que nous soupirions après notre libération. Cette malédiction, nous savons qu'elle est liée à la fois à nos mauvais choix des personnes qui doivent nous diriger, à la guerre interne entre nos projets politiques de société et à l'implication catastrophique des forces néocoloniales dans les conflits qui déchirent notre tissu social.

Ces causes étant aujourd'hui clairement identifiées, il convient d'agir fortement sur leur pouvoir destructeur pour faire accéder notre pays à une nouvelle indépendance et à un règne de profonde liberté : notre nouvelle naissance en tant que nation capable de paix, de progrès, de développement et de bonheur communautaire.

La première modalité pour sortir de la malédiction, c'est l'éthique de la réconciliation nationale autour d'un même projet d'indépendance et de liberté. Sans une conscience communautaire qui placerait les intérêts de notre nation au-dessus de tous les intérêts personnels, claniques, ethniques ou partisans, c'est en vain que nous irons aux élections. C'est en vain parce que ceux qui vont gagner ces élections seront immédiatement accusés de fraude par d'autres forces politiques qui prétendront être les vrais vainqueurs du processus électoral. De nouveaux conflits naîtront qui seront attisés par des puissances extérieures, nos voisins comme nos parrains et alliés dont on peut douter qu'ils souhaitent ici et maintenant un Congo libre, prospère et maître de son destin.

La deuxième modalité pour sortir de la crise, c'est de laisser le peuple d'exprimer son choix politique en toute transparence et en toute lucidité. Sans aucunement inoculer dans le jeu électoral des présomptions de fraude ou d'intimidation par les seigneurs de la guerre. Si le pays va aux élections en étant otage des bandes armées et de leur capacité de nuisance, nous aurons voté en vain. Le pays ne bénéficiera d'aucune réconciliation en profondeur. Il sera toujours divisé contre lui-même, il s'effondrera une fois de plus dans la misère, la violence et la désespérance, qui sont déjà incommensurables parmi nos populations.

La troisième modalité pour sortir de la crise, c'est de dire clairement aux puissances du néocolonialisme et à leurs représentants, que leur acharnement à vouloir nous imposer les dirigeants ne nous conduira qu'au désordre et à la guerre. Leur rôle n'est pas de choisir à notre place, mais d'amener nos forces internes à savoir où sont les vrais intérêts de notre pays aujourd'hui, pour que notre pays devienne une nation respectée dans le concert des nations.

Nous sommes à un tournant décisif de notre destinée en cette année 2006. L'enjeu est limpide : ou nous réussissons à assumer les nouvelles modalités de sortie de crise dont je viens de parler, et notre pays devient un chemin d'espérance ; ou nous perpétons la logique de notre malédiction néocoloniale, et nous sombrons entièrement dans le désespoir, pour de longues années encore.

Face à ces deux possibilités, le choix ne peut être que clair. Il appartient à notre pays de le faire.